

Les maires, les préfets et les conseillers sont élus chaque année au scrutin par les contribuables. Le préfet et tous les autres fonctionnaires municipaux sont nommés par les conseils. Les personnes élues doivent être nées dans le pays ou sujets de la Reine par naturalisation, résider dans la municipalité, et posséder certaine propriété légale ou être tenu à un bail variant de \$400, dans les townships, à \$1,500, dans les villes, pour le propriétaire, et de \$800 à \$3,000 pour le locataire.

Manitoba a adopté, dans son entier, l'organisation municipale d'Ontario.

Dans la province de Québec, les divisions municipales sont composées de villages, villes, paroisses, townships et comtés. La paroisse est légalement reconnue dans la loi générale concernant l'organisation municipale de la province. Lorsqu'une paroisse a été érigée canoniquement par l'autorité ecclésiastique compétente, et d'après la loi du statut, elle peut ensuite, en aucun temps, être formée en municipalité par l'autorité civile.

Le conseil de comté est composé des maires des différentes municipalités locales des comtés, dans lesquelles ces fonctionnaires ont été élus. Les conseillers élisent l'un d'eux pour agir comme maire de la localité municipale, et le préfet est ensuite choisi par le conseil de comté. Les villes et villages sont incorporés par actes spéciaux, et leurs maires et conseillers sont élus par le peuple.

Dans la Nouvelle-Ecosse, le conseil de comté est composé d'un préfet et de conseillers ; le préfet est élu, choisi et pris parmi les conseillers eux-mêmes. Les fonctionnaires municipaux sont nommés par les conseils, dont les pouvoirs sont les mêmes que ceux d'Ontario. Les villes et villages sont incorporés par actes spéciaux, les maires et les conseillers sont élus par des électeurs bien et dûment qualifiés.

La base du gouvernement local responsable dans le Nouveau-Brunswick est la paroisse. En d'autres termes, l'organisation municipale de cette province est la même que celle de la Nouvelle-Ecosse.

La province de l'Île du Prince-Edouard n'a pas d'organisation municipale complète, la législature étant le corps gouvernant dans tous les cas où il s'agit d'amélioration locale. Quelques villes et villages possèdent des actes spéciaux d'incorporation.

Dans la Colombie-Anglaise et les Territoires du Nord-Ouest, il existe certaines dispositions libérales pour ce qui concerne l'établissement de corporations municipales et sur la même base que celles d'Ontario. Depuis les dernières années un certain nombre de municipalités ont été établies dans la Colombie-Anglaise.

30. Par l'Acte de la confédération, le gouverneur général doit nommer les juges des cours supérieures, de district et de comté, dans chaque province (sauf ceux des cours de vérification dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick), et leurs salaires, allocations et pensions seront fixés et payés par le parlement du Canada. D'après le même